



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 142 – 4^e trimestre 2009

SOMMAIRE

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>20</i>
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>20</i>
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>21</i>

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

Les effets de la crise économique et financière semblent progressivement s'atténuer. Un retour de la croissance a été enregistré depuis le second semestre 2009 dans les principales économies mondiales, mais il demeure timide et fragile. La reprise reste fortement dépendante des politiques publiques et plus particulièrement de l'inflexion de leur appui, après les actions massives et concertées de l'année 2009 (plans de relance, baisses des taux directeurs des banques centrales).

Dans la zone euro, l'activité économique a continué de croître modérément sur le dernier trimestre 2009 dans un contexte de stabilité des prix et d'excédent commercial (22,3 milliards d'euros à fin 2009). Mais le marché de l'emploi demeure tendu et les prêts bancaires au secteur privé ont observé une croissance atone sur l'année 2009. L'attention se porte également sur la résorption des déficits budgétaires nationaux, et notamment ceux de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne. Aux Etats-Unis, le plan de relance de 787 milliards de dollars, signé en février 2009, a contribué à sortir le pays de la récession économique mais le chômage se maintient à des niveaux historiquement élevés (9,7 %). En Asie, la menace d'une surchauffe et la formation de bulles spéculatives ont conduit les autorités monétaires chinoises à opérer pour la deuxième fois depuis le début de l'année 2010 un resserrement monétaire.

Les taux directeurs des principales économies mondiales sont demeurés à des niveaux planchers, soit dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 % aux Etats-Unis et à 1 % dans la zone euro. Les décisions de politique monétaire semblent toutefois s'infléchir. Ainsi, pour la première fois depuis le début de la crise, la FED a relevé au cours du mois de février 2010 son taux d'escompte de 0,5 % à 0,75 %. De son côté, le Conseil des gouverneurs de la BCE a annoncé qu'il prendra début mars 2010 des décisions concernant l'opportunité de maintenir des mesures non conventionnelles dans un contexte d'amélioration de la situation sur les marchés financiers.

Le rebond observé sur les grandes places boursières tout au long de l'année 2009 a légèrement fléchi sur le début de l'année 2010. Par ailleurs, l'euro a été exposé à de fortes tensions, sous l'effet de l'ampleur des déficits budgétaires de plusieurs pays de la zone euro. Son cours a atteint ses plus bas niveaux depuis mai 2009, passant sous la barre de 1,35 euro pour un dollar. Le prix du baril de pétrole se maintient à un niveau élevé, autour de 78 dollars dans le courant du mois de février 2010.

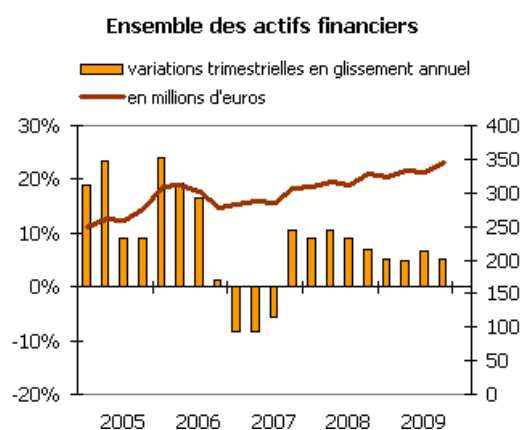
CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : reprise de l'épargne collectée

Après avoir marqué le pas au 3^{ème} trimestre 2009 (-0,4 %), l'épargne collectée repart à la hausse au 4^{ème} trimestre (+4,2 %). L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte atteint ainsi un niveau record avec près de **345 millions d'euros**. Sur un an, la tendance est également positive, l'encours progressant de 5 % soit +16,5 millions d'euros (contre +6,9 % soit +21,1 millions d'euros à fin 2008).

Cette croissance est portée, en premier lieu, par la progression de l'épargne des **ménages** (+4,2 %) dont l'encours s'est accru de 7,3 millions d'euros pour atteindre 180,2 millions d'euros. Elle est ensuite portée, dans une moindre mesure, par la croissance des actifs des **entreprises** (+3,6 % pour s'élever à 89 millions d'euros) et par celle des **autres agents** (+4,8 % pour atteindre 75,8 millions d'euros).

Les arbitrages des entreprises en matière de gestion de trésorerie continuent d'affecter la répartition des actifs.



L'encours des dépôts à vue progresse de 9 millions d'euros (+12,9 %, contre +21,3 % au 3^{ème} trimestre) tandis que les placements indexés sur les taux du marché (certificats de dépôts en particulier) se contractent de 6 millions d'euros (soit -37 % contre -19 % précédemment).

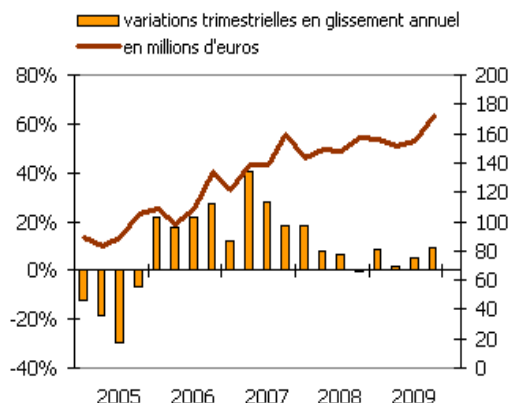
Par nature, les actifs financiers sont constitués de dépôts à vue (50 % contre 47 % au précédent trimestre), de placements liquides ou à court terme (30 % contre 33 %) et de l'épargne à long terme (20 %, en proportion inchangée).

Conforté par les arbitrages des agents économiques, l'encours global des **dépôts à vue** s'étoffe de 16,7 millions d'euros (+10,7 %) après une croissance de 3,8 millions (+2,5 %) au troisième trimestre. Il s'établit à 172 millions d'euros. Sur un an, sa progression est de 9 % (contre -0,8 % à fin 2008 et +18,2 % à fin 2007).

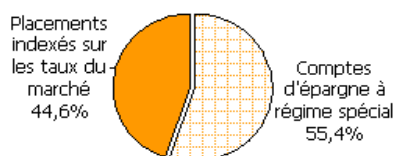
Pénalisés par la contraction des placements indexés sur les taux du marché qui subissent la baisse prononcée des taux d'intérêts à court terme depuis le début de l'année, les **placements liquides ou à court terme** (104,4 millions d'euros) sont en recul (-4,6 % contre -9,7 % précédemment). Sur un an, l'encours s'est contracté de 10 millions d'euros (-9 %) : la baisse sensible des placements indexés sur les taux du marché (-30 % soit -20,2 millions d'euros) n'est compensée qu'à moitié par la progression des comptes d'épargne à régime spécial (+22 %, soit +10,3 millions d'euros).

L'**épargne à long terme** (68,6 millions d'euros) est en hausse de 3,3 % (après +11 % au 3^{ème} trimestre). Elle est détenue par les ménages à 80,4 % et se répartit en contrats d'assurance-vie (64 %) - en progression de 2,5 % -, en plans d'épargne logement (18 %), en plans d'épargne populaire (8 %) et en supports d'épargne collective - OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp - (8 %). Les « Autres agents » se positionnent nettement en retrait des ménages avec 19,3 % de l'épargne à long terme. Enfin, la

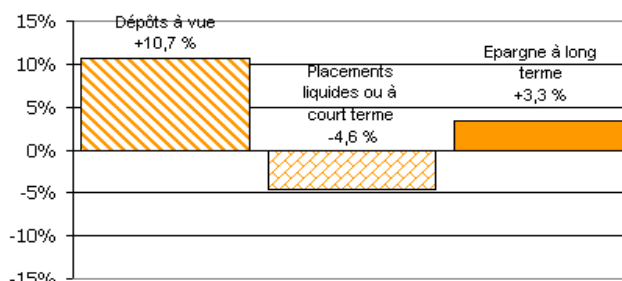
Dépôt à vue



Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 3e trimestre 2009



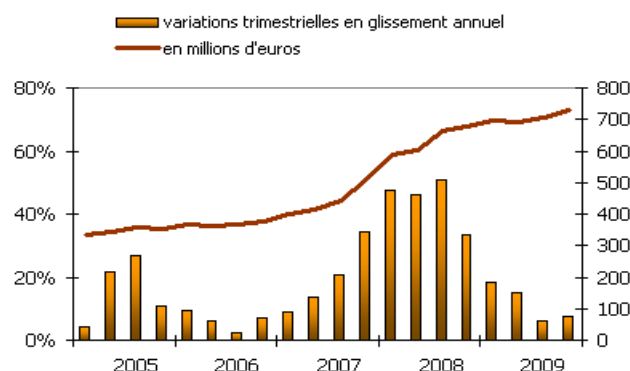
part des sociétés demeure marginale (0,2 %).

1.2 Les passifs financiers : confirmation d'une reprise globale des financements bancaires.

Au 31 décembre 2009, le montant total des **concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant à Mayotte s'établit à **753,7 millions d'euros**, en progression de 2,4 %. Cette croissance de l'encours fait suite à une hausse respective de 0,4 % et de 2,1 % aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres.

L'encours de crédit sain enregistre une croissance de 3 %, tirée par les crédits aux ménages (+2,8 %, soit +6,1 millions d'euros). Les concours aux collectivités locales sont en revanche en net recul (-8,1 %, soit -13,8 millions d'euros). Dans une moindre mesure, les crédits aux entreprises sont également en retrait (-1,4 % soit -3,8 millions d'euros). Les crédits aux entreprises, aux ménages et aux collectivités locales représentent respectivement 37 %, 31 % et 22 % de l'encours de crédit sain.

Encours de crédit sain des EC

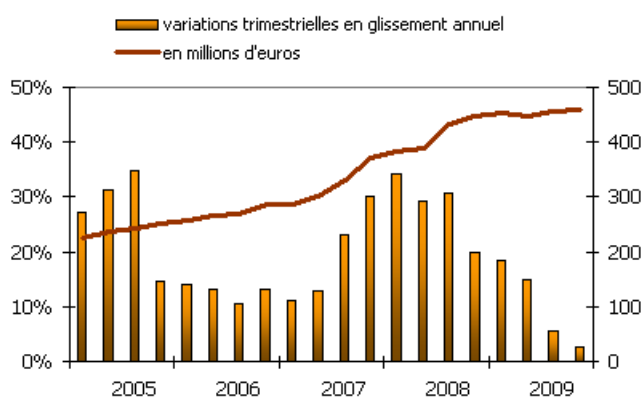


En glissement annuel, la progression de l'encours de crédit sain demeure dynamique (+7,3 %).

A **3,5 %**, le **taux de créances douteuses** de l'ensemble des établissements de crédit perd 0,6 point au 31 décembre 2009. Cette évolution est plutôt favorable par rapport aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres.

L'encours brut total des **crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **483,9 millions d'euros**. Il est stable (+0,2 %) par rapport au 3^{ème} trimestre. Bien qu'en constant recul, en glissement trimestriel, depuis le 4^{ème} trimestre 2008, la tendance sur un an demeure positive : +4 % entre décembre 2008 et décembre 2009 (contre +6,7 % entre septembre 2008 et septembre 2009). A 458,3 millions d'euros, l'encours de crédit sain est également stable (+0,3 %).

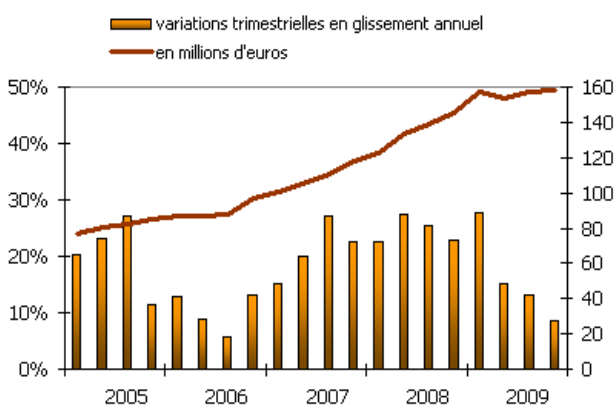
Encours de crédit sain des établissements locaux



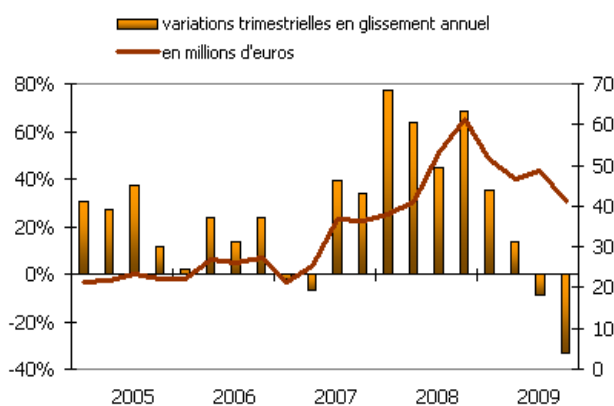
Après deux trimestres successifs de dégradation, le taux de créances douteuses s'améliore légèrement pour s'établir à 5,3 % (soit -0,1 point). Le taux de provisionnement (42,9 %) progresse sensiblement (+6,6 points après +2,2 précédemment).

Les concours aux entreprises (214,9 millions d'euros) représentent 46,9 % du total de l'encours de crédit sain. Ils sont en repli de 3 %. Sur un an, ils se contractent de 4,1 %, après une croissance de plus de 31 % à fin 2008. Dans un contexte de ralentissement de l'économie mahoraise, les crédits d'investissement n'ont progressé que de 8,5 % (contre +23 % à fin 2008). Cette croissance n'a pas été suffisante pour compenser la baisse des crédits d'exploitation (-33 % après une progression de 68 % à fin 2008).

Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



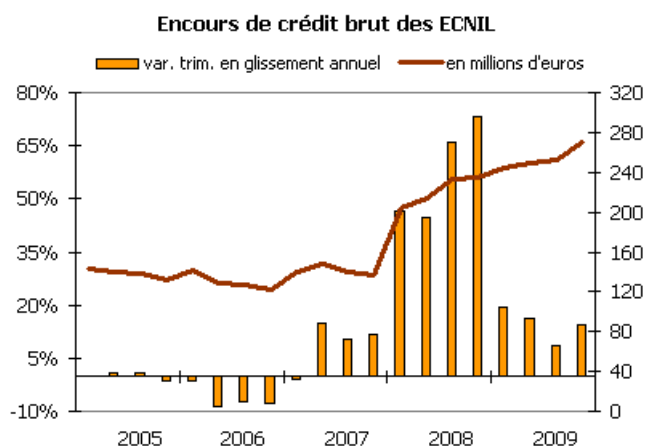
Composés à 95 % de crédits à l'équipement et à 5 % de crédit-bail, l'encours des crédits d'investissement aux entreprises est stable (+0,3 %), après avoir enregistré une hausse de 2,5 % au précédent trimestre. Sur un an, ils progressent toutefois de 8,5 % (après +23 % en 2008). Pour leur part, les crédits d'exploitation sont en baisse de 15 % : l'encours diminue de 7,3 millions pour s'élever à 41,2 millions d'euros.

Les concours aux ménages - qui représentent 46,7 % du total de l'encours de crédit sain des ECIL - s'élèvent à 213,9 millions d'euros. En progression sur le trimestre (+1,9 %) comme sur l'année (+3,4 %), leur évolution s'inscrit toutefois en retrait par rapport à 2008 (+21,3 %). Les crédits à l'habitat (100,2 millions d'euros) enregistrent une croissance de 4,6 % au cours du trimestre et de 7,6 % sur l'année.

Enfin, la croissance de l'encours de crédit des collectivités locales se renforce à +27,2 % (contre +36 % précédemment), largement tirée par la croissance des crédits de trésorerie (+3,3 millions d'euros, après +6,9 millions d'euros précédemment).

L'activité des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** affiche une progression dynamique pour la deuxième année consécutive (+73 % en 2008 et +14,6 % en 2009 % soit +34,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2009, l'encours brut s'élève à **269,8 millions d'euros**. Sur le dernier trimestre, la croissance atteint 6,8 %.

Le volume d'affaires des ECNIL représente environ 36 % de l'ensemble des concours consentis sur la place de Mayotte. Les ECNIL sont essentiellement sollicités par les collectivités locales dont ils assurent 85 % des financements. En 2009, le volume d'affaires semble avoir plus profité aux ménages (+31,2 % soit +2,6 millions d'euros) qu'aux collectivités locales (+0,8 % soit +1,1 million d'euros) ou aux entreprises (-1,3 % soit -0,7 million d'euros).



Enfin, à fin 2009, le taux de créances douteuses des ECNIL s'établit à 0,3 %.

2. Les risques recensés au SCR

A fin décembre 2009, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 563 millions d'euros, en hausse de 1 % - comme au précédent trimestre -. Quatre secteurs concentrent 72 % des engagements répertoriés par le SCR (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de 403 millions d'euros : administrations publiques (34 %), en progression de 4,9 % ; activités immobilières (19 %), en repli de 1,1 % ; commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (9,1 %), en recul de 4,5 % et construction (9,1 %), en progression de 4,6 %.

3. Perspectives

Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit**, interrogés par l'IEDOM au 1^{er} trimestre 2010, semblent indiquer qu'au terme d'un second semestre 2009 morose - après plusieurs années de croissance forte (encours de crédits des établissements locaux multiplié par 1,6 et actifs financiers en hausse de 18 % en 2007 et 2008) - le marché bancaire local pourrait se ressaisir au début 2010.

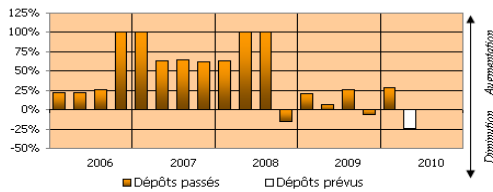
Si le niveau de collecte des dépôts recueille une opinion globalement favorable pour le 1^{er} trimestre, les anticipations pour le 2^{ème} trimestre sont moins bien orientées.

En matière d'octroi de crédits, l'évolution favorable du financement à court terme des entreprises et de l'habitat des ménages du 1^{er} trimestre 2010 devrait se poursuivre au 2^{ème} trimestre ; des interrogations persistent sur les crédits à la consommation des ménages et les crédits à l'équipement des entreprises.

Enfin, les établissements de crédit restent attentifs pour 2010 aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international.

2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT

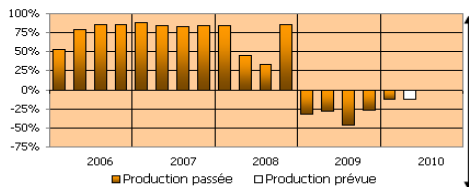
Collecte des dépôts



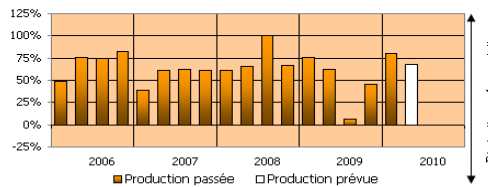
Soldes d'opinions des dirigeants

(BR, BFC-OI, BANQUE POSTALE, BRED-BP, CRCAMR)

Crédits d'équipement aux entreprises



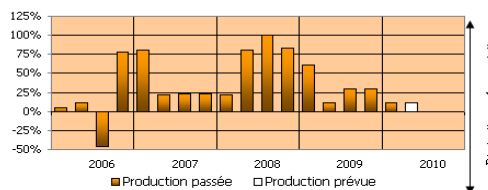
Crédits d'exploitation aux entreprises



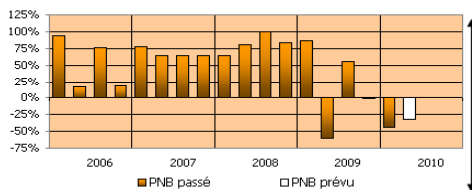
Crédits à l'habitat des particuliers



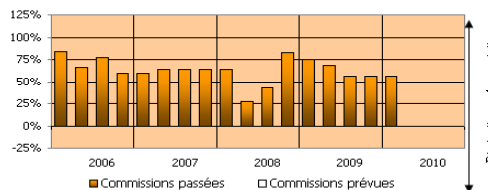
Crédits à la consommation des particuliers



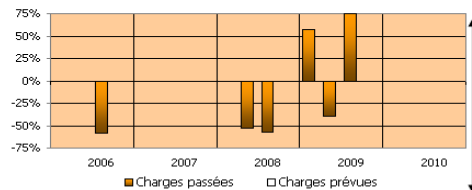
Produit net bancaire



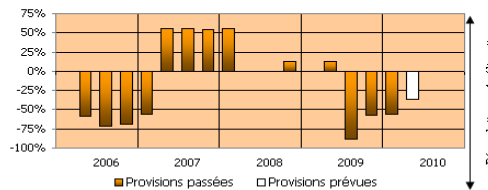
Commissions



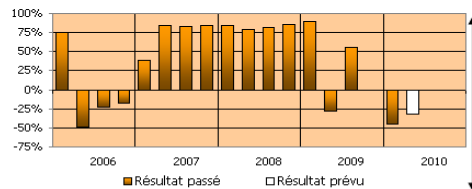
Charges d'exploitation



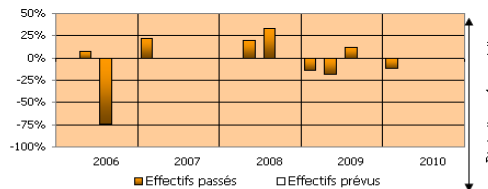
Coût du risque



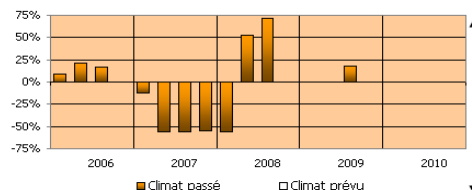
Résultat



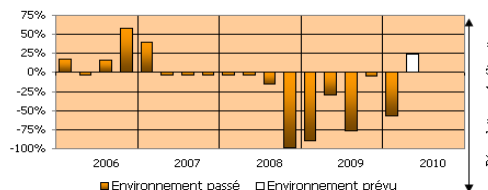
Effectifs



Climat social



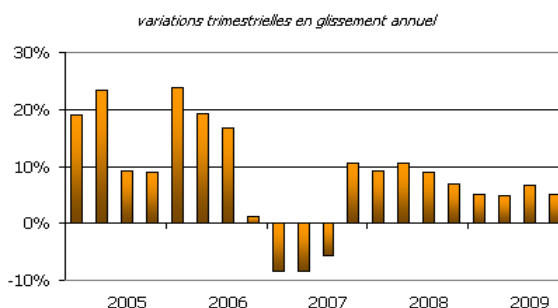
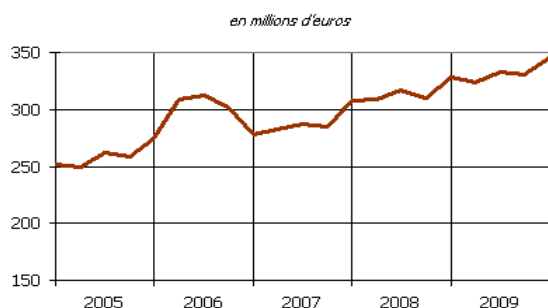
Environnement économique



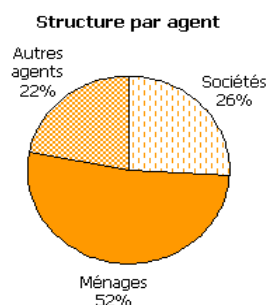
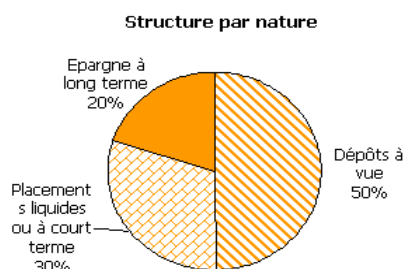
3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	31-déc.-09	1 an	1 trim.
Sociétés	46,139	70,200	66,860	84,757	87,138	79,488	77,387	85,891	88,961	2,1%	3,6%
Dépôts à vue	35,807	40,144	49,312	69,792	68,119	67,748	57,506	69,731	78,752	15,6%	12,9%
Placements liquides ou à court terme	10,262	29,923	17,200	14,813	18,860	11,583	19,728	15,991	10,038	-46,8%	-37,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Placements indexés sur les taux du marché	10,262	29,923	17,200	14,813	18,860	11,583	19,727	15,991	10,038	-46,8%	-37,2%
dont comptes à terme	3,039	8,115	8,954	3,976	8,578	6,359	7,054	6,477	5,265	-38,6%	-18,7%
dont OPCVM monétaires	0,010	1,071	2,610	1,458	2,067	2,067	1,673	1,514	1,773	-14,2%	17,1%
dont certificats de dépôts	7,000	20,372	5,100	8,521	7,920	3,157	11,000	8,000	3,000	-62,1%	-62,5%
Epargne à long terme	0,070	0,133	0,348	0,152	0,159	0,157	0,153	0,169	0,171	7,5%	1,2%
dont OPCVM non monétaires	0,000	0,045	0,248	0,067	0,070	0,068	0,068	0,069	0,069	-1,4%	0,0%
Ménages	85,647	100,410	120,906	139,953	166,067	170,779	176,698	172,890	180,191	8,5%	4,2%
Dépôts à vue	33,081	37,403	50,551	57,248	57,793	58,958	60,535	56,245	61,155	5,8%	8,7%
Placements liquides ou à court terme	43,228	44,201	47,776	56,837	65,357	70,866	69,786	63,682	63,864	-2,3%	0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,577	37,041	38,859	40,934	46,139	54,643	54,489	53,505	55,342	19,9%	3,4%
Livrets ordinaires	32,051	35,011	36,616	38,552	42,188	48,188	46,981	45,665	46,455	10,1%	1,7%
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,000	0,000	0,868	3,193	3,895	4,761	5,625	-	18,1%
Livrets jeunes	0,002	0,001	0,029	0,047	0,065	0,078	0,341	0,103	0,117	80,0%	13,6%
Livrets d'épargne populaire	0,009	0,010	0,019	0,000	0,055	0,032	0,035	0,043	0,043	-21,8%	0,0%
CODEVI	0,068	0,055	0,076	0,104	0,157	0,176	0,199	0,187	0,253	61,1%	35,3%
Comptes d'épargne logement	1,447	1,964	2,119	2,231	2,806	2,976	3,038	2,746	2,849	1,5%	3,8%
Placements indexés sur les taux du marché	9,651	7,160	8,917	15,903	19,218	16,223	15,297	10,177	8,522	-55,7%	-16,3%
dont comptes à terme	3,411	2,866	4,665	11,512	17,748	14,919	13,767	8,609	7,235	-59,2%	-16,0%
dont bons de caisse	5,635	3,769	3,353	2,915	0,753	0,718	0,590	0,590	0,440	-41,6%	-25,4%
dont OPCVM monétaires	0,496	0,416	0,728	1,297	0,574	0,928	0,978	0,847	0,847	47,6%	-13,4%
Epargne à long terme	9,338	18,806	22,579	25,868	42,917	40,955	46,377	52,963	55,172	28,6%	4,2%
Plans d'épargne logement	7,810	9,731	10,449	11,724	12,518	12,594	12,918	8,785	9,931	-20,7%	13,0%
Plans d'épargne populaire	0,360	0,349	0,281	0,271	0,181	0,181	0,178	4,224	4,323	-	2,3%
Autres comptes d'épargne	0,006	0,015	0,034	0,037	0,037	0,037	0,053	0,450	0,389	-	-13,6%
Portefeuille-titres	0,626	0,514	0,536	0,323	0,127	0,165	0,885	1,023	0,781	-	-23,7%
OPCVM non monétaires	0,536	1,959	2,525	2,849	3,851	3,621	3,889	3,937	4,349	12,9%	10,5%
Contrats d'assurance-vie	0,000	6,238	8,754	10,664	26,203	24,357	28,454	34,544	35,399	35,1%	2,5%
Autres agents	120,337	104,178	90,387	82,668	75,238	73,969	78,382	72,359	75,815	0,8%	4,8%
Dépôts à vue	44,613	27,956	34,632	31,997	31,841	29,375	33,457	29,314	32,071	0,7%	9,4%
Placements liquides ou à court terme	42,051	61,231	42,480	37,397	30,123	31,320	31,651	29,771	30,472	1,2%	2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,122	1,546	1,976	1,566	1,408	1,706	2,079	2,283	2,467	75,2%	8,1%
Placements indexés sur les taux du marché	40,929	59,685	40,504	35,831	28,715	29,614	29,572	27,488	28,005	-2,5%	1,9%
dont comptes à terme	40,254	59,020	39,445	34,461	27,367	28,347	28,357	26,273	26,994	-1,4%	2,7%
Epargne à long terme	33,673	14,991	13,275	13,274	13,274	13,274	13,274	13,274	13,272	0,0%	0,0%
TOTAL	252,123	274,788	278,153	307,378	328,443	324,236	332,467	331,140	344,967	5,0%	4,2%
Dépôts à vue	113,501	105,503	134,495	159,037	157,753	156,081	151,498	155,290	171,978	9,0%	10,7%
Placements liquides ou à court terme	95,541	135,355	107,456	109,047	114,340	113,769	121,165	109,444	104,374	-8,7%	-4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	34,699	38,587	40,835	42,500	47,547	56,349	56,569	55,788	57,809	21,6%	3,6%
Placements indexés sur les taux du marché	60,842	96,768	66,621	66,547	66,793	57,420	64,596	53,656	46,565	-30,3%	-13,2%
Epargne à long terme	43,081	33,930	36,202	39,294	56,350	54,386	59,804	66,406	68,615	21,8%	3,3%

Ensemble des actifs financiers



Structure des actifs financiers au 31 décembre 2009

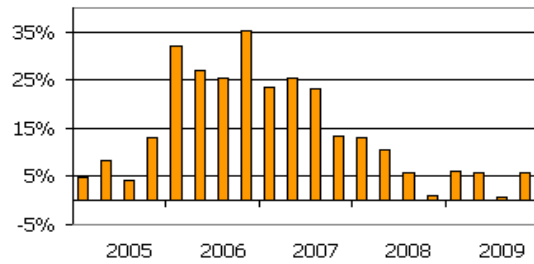


Les placements des ménages

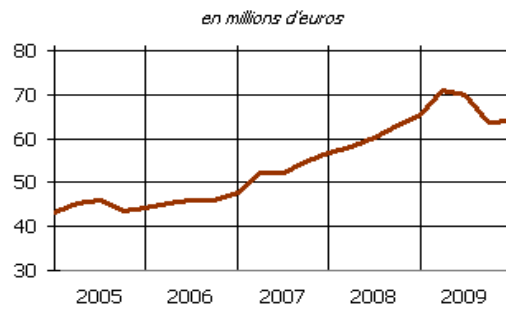
Dépôts à vue



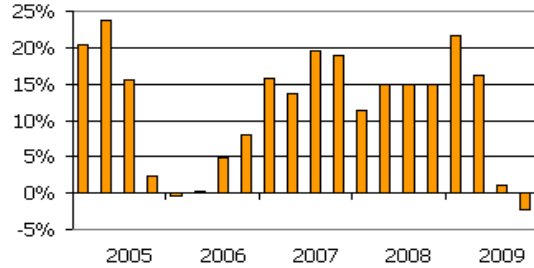
Variations trimestrielles en glissement annuel



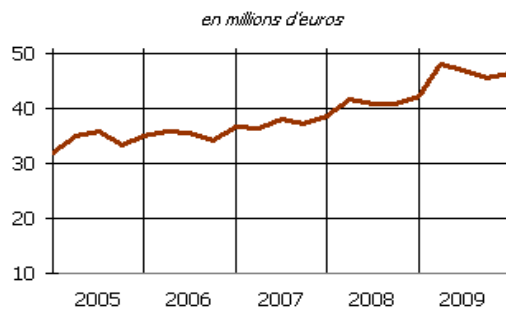
Placements liquides ou à court terme



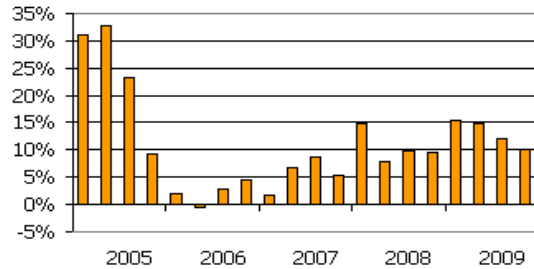
Variations trimestrielles en glissement annuel



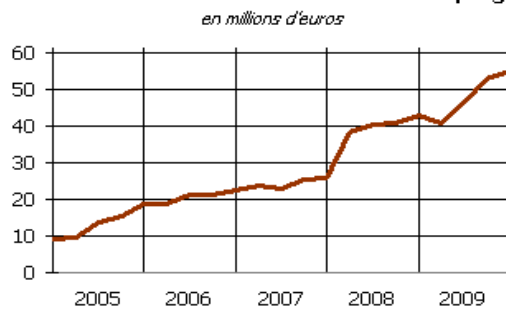
Livrets ordinaires



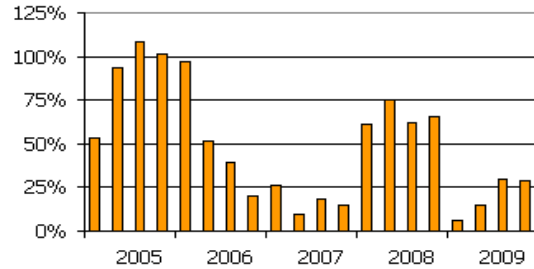
Variations trimestrielles en glissement annuel



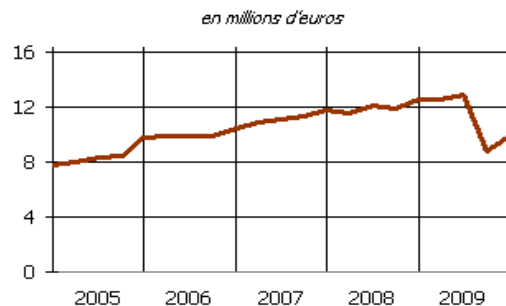
Epargne à long terme



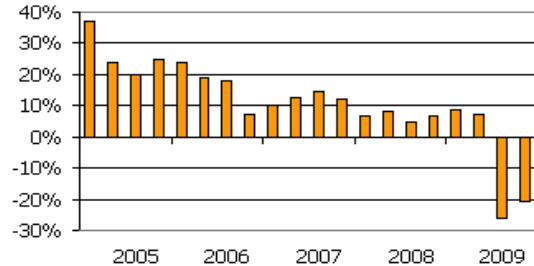
Variations trimestrielles en glissement annuel



Plans d'épargne logement

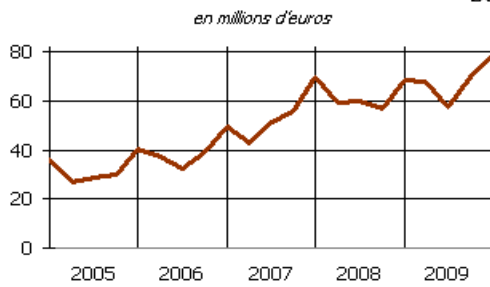


Variations trimestrielles en glissement annuel

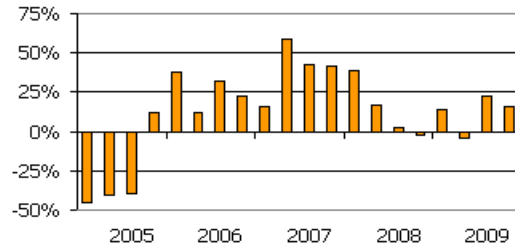


Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue



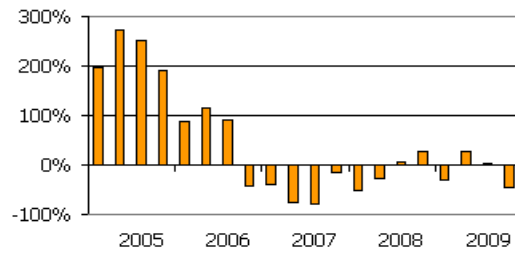
Variations trimestrielles en glissement annuel



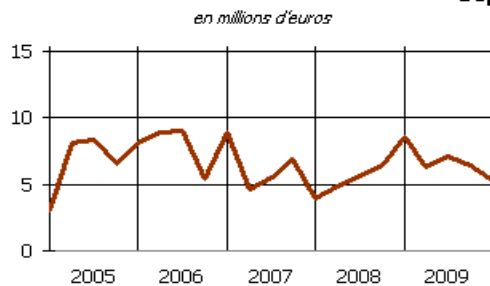
Placements liquides ou à court terme



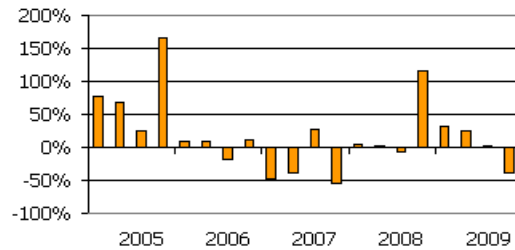
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à terme



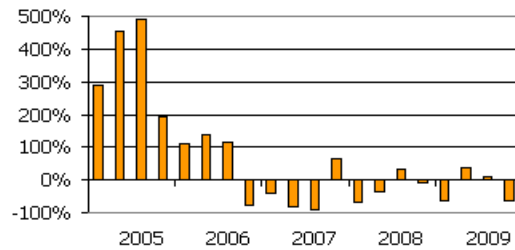
Variations trimestrielles en glissement annuel



Certificats de dépôt

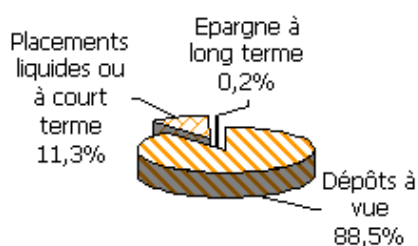


Variations trimestrielles en glissement annuel

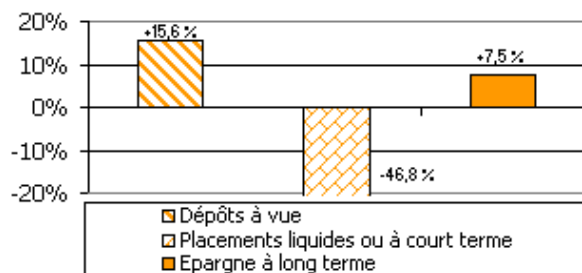


Structure des actifs financiers des entreprises par nature au 31 décembre 2009

Répartition



Variations en glissement annuel - 4e trimestre 2009



4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

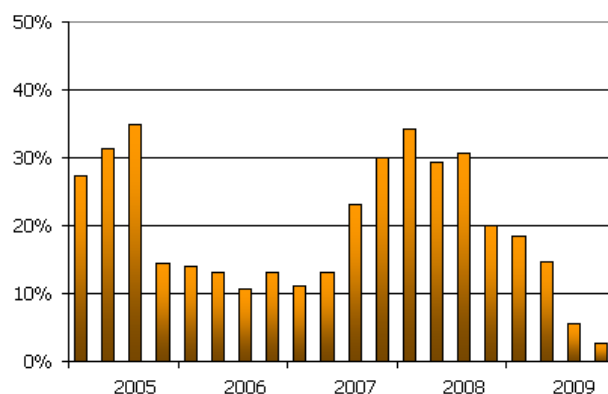
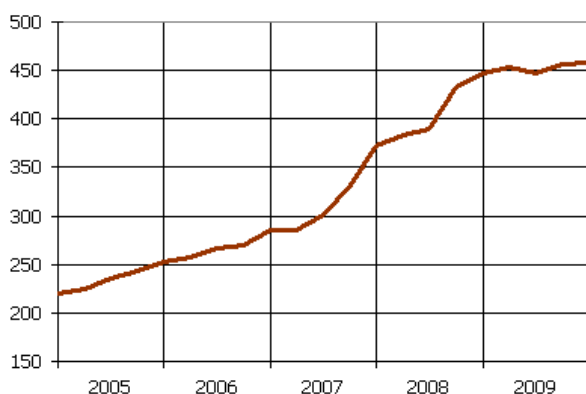
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions au										Variations	
	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	31-déc.-09	1 an	1 trim.	
Entreprises	98,788	112,172	132,134	170,792	224,062	225,738	217,869	221,537	214,878	-4,1%	-3,0%	
Crédits d'exploitation	19,748	22,065	27,315	36,496	61,473	51,475	46,634	48,490	41,196	-33,0%	-15,0%	
Créances commerciales	4,610	3,594	5,401	5,944	5,052	4,742	3,299	3,279	3,573	-29,3%	9,0%	
Crédits de trésorerie	10,159	13,451	13,463	16,140	22,794	20,658	18,175	20,686	16,268	-28,6%	-21,4%	
dont entrepreneurs individuels	1,200	2,084	1,898	2,866	4,077	3,883	3,585	4,158	4,399	7,9%	5,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,979	5,020	8,451	14,412	33,627	26,075	25,160	24,525	21,355	-36,5%	-12,9%	
Affacturation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Crédits d'investissement	76,629	85,483	96,610	118,279	145,474	156,846	153,658	157,472	157,889	8,5%	0,3%	
Crédits à l'équipement	73,684	78,947	87,845	106,862	135,335	146,883	143,838	149,058	150,014	10,8%	0,6%	
dont entrepreneurs individuels	8,794	7,533	7,037	7,953	8,502	8,254	7,264	6,939	7,263	-14,6%	4,7%	
dont bail	2,945	6,536	8,765	11,417	10,139	9,963	9,820	8,414	7,875	-22,3%	-6,4%	
Crédits à l'habitat	2,411	4,594	7,542	15,540	16,677	17,308	17,333	15,425	14,643	-12,2%	-5,1%	
Autres crédits	0,000	0,030	0,667	0,477	0,438	0,109	0,244	0,150	1,150	162,6%	-	
Ménages	97,439	116,307	132,581	170,639	206,933	209,054	209,658	209,912	213,877	3,4%	1,9%	
Crédits à la consommation	58,147	67,005	72,848	94,534	113,782	114,830	114,689	114,101	113,609	-0,2%	-0,4%	
Crédits de trésorerie	54,066	60,160	64,862	84,933	104,086	105,352	105,255	104,492	104,107	0,0%	-0,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,028	3,481	3,248	4,445	4,387	4,169	4,125	4,453	4,418	0,7%	-0,8%	
Crédit-bail	0,053	3,364	4,738	5,156	5,309	5,309	5,309	5,156	5,084	-4,2%	-1,4%	
Crédits à l'habitat	39,292	49,217	59,154	76,105	93,112	94,174	94,889	95,721	100,158	7,6%	4,6%	
Autres crédits	0,000	0,085	0,579	0,000	0,039	0,050	0,080	0,090	0,110	182,1%	22,2%	
Collectivités locales	19,546	17,955	15,820	26,118	9,868	13,332	13,638	18,545	23,585	139,0%	27,2%	
Crédits d'exploitation	0,467	0,038	0,000	16,943	5,743	5,744	6,233	12,851	16,256	183,1%	26,5%	
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	14,230	2,943	2,943	2,943	9,847	13,116	-	33,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,467	0,038	0,000	2,713	2,800	2,801	3,290	3,004	3,140	12,1%	4,5%	
Crédits d'investissement	14,452	13,541	11,714	6,175	2,625	2,588	2,405	2,304	2,339	-10,9%	1,5%	
Crédits à l'équipement	14,452	13,532	11,700	6,120	2,520	2,492	2,317	2,225	2,268	-10,0%	1,9%	
Crédit-bail	0,000	0,009	0,014	0,055	0,105	0,096	0,088	0,079	0,071	-32,4%	-10,1%	
Crédits à l'habitat	4,627	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	3,000	1,500	5,000	5,000	3,390	4,990	-	47,2%	
Autres agents et CCB non ventilés	4,794	6,202	5,409	4,462	5,618	5,875	6,060	6,787	5,918	5,3%	-12,8%	
Total encours sain	220,567	252,636	285,944	372,011	446,481	453,999	447,225	456,781	458,258	2,6%	0,3%	
Créances douteuses brutes	10,050	10,687	11,731	16,759	18,647	19,004	24,522	26,248	25,655	37,6%	-2,3%	
Créances douteuses nettes	4,080	5,281	5,852	10,267	11,194	11,252	16,158	16,717	14,654	30,9%	-12,3%	
dont entreprises	2,138	2,758	3,340	6,828	6,891	6,799	10,273	10,345	9,081	31,8%	-12,2%	
dont ménages	1,846	2,454	2,423	3,071	4,151	4,262	5,741	6,190	5,538	33,4%	-10,5%	
Provisions	5,970	5,406	5,879	6,492	7,453	7,752	8,364	9,531	11,001	47,6%	15,4%	
Total encours brut	230,617	263,323	297,675	388,770	465,128	473,003	471,747	483,029	483,913	4,0%	0,2%	
Taux de créances douteuses	4,4%	4,1%	3,9%	4,3%	4,0%	4,0%	5,2%	5,4%	5,3%	1,3	-0,1	
Taux de provisionnement	59,4%	50,6%	50,1%	38,7%	40,0%	40,8%	34,1%	36,3%	42,9%	2,9	6,6	

Encours de crédit sain des EC locaux

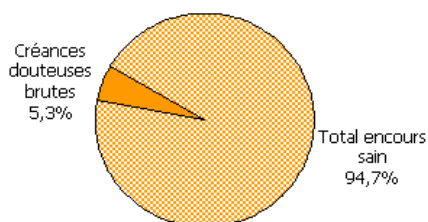
en millions d'euros

Variations trimestrielles en glissement annuel

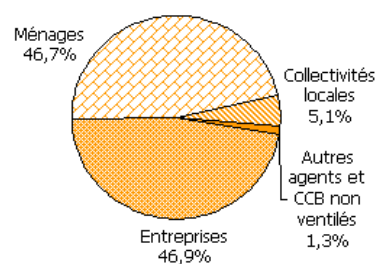


Structure des passifs financiers au 31 décembre 2009

Structure selon la qualité



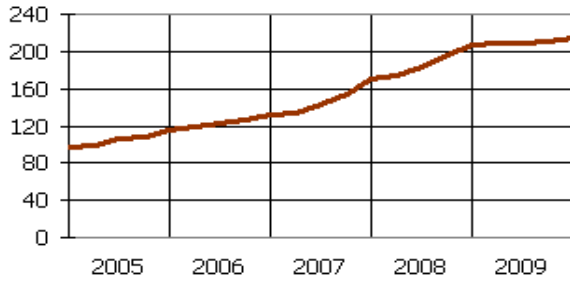
Structure par agents



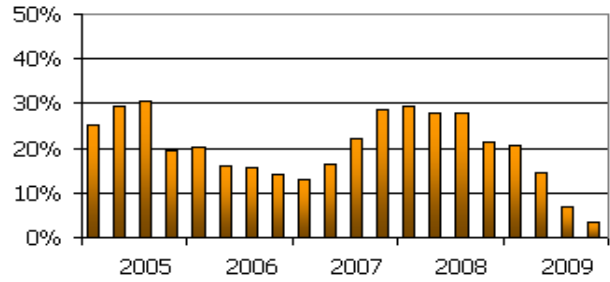
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'euros

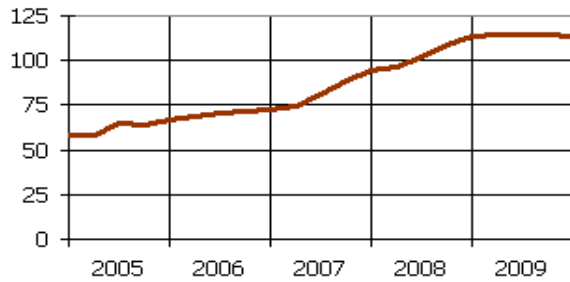


Variations trimestrielles en glissement annuel

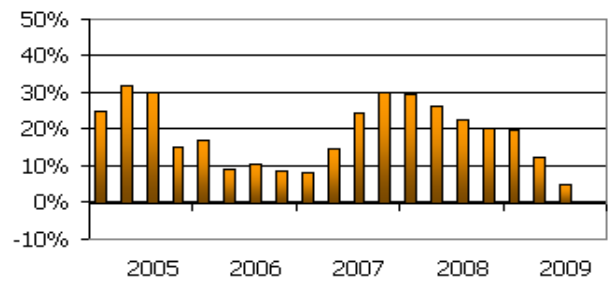


Crédits à la consommation

en millions d'euros

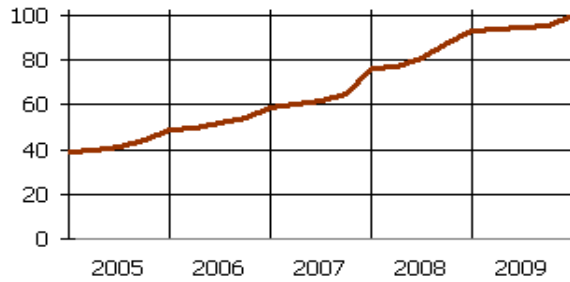


Variations trimestrielles en glissement annuel

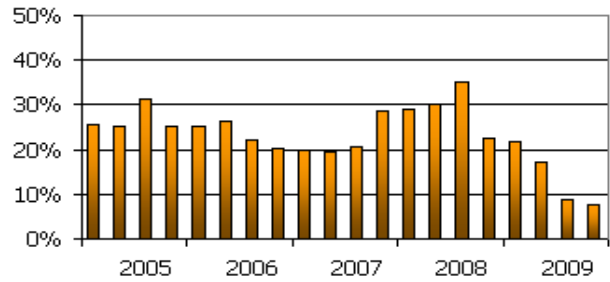


Crédits à l'habitat

en millions d'euros

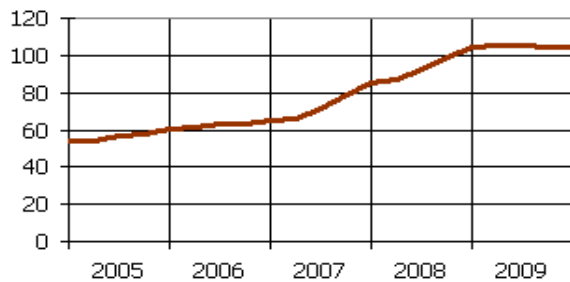


Variations trimestrielles en glissement annuel

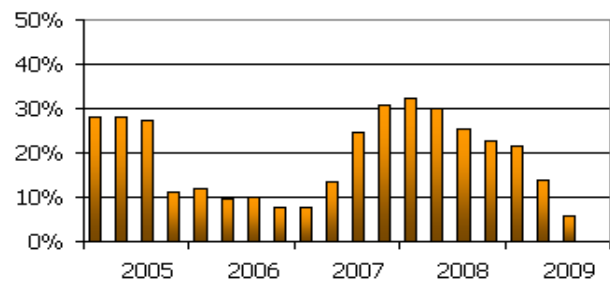


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

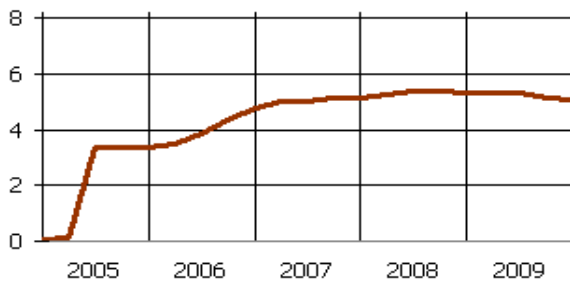


Variations trimestrielles en glissement annuel

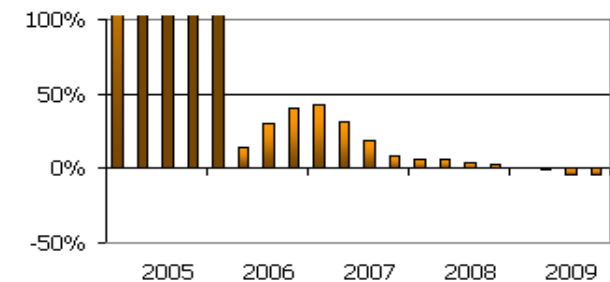


Crédit-bail

en millions d'euros



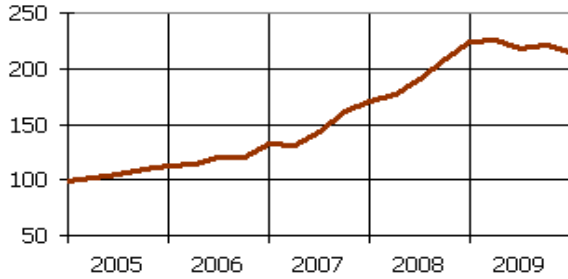
Variations trimestrielles en glissement annuel



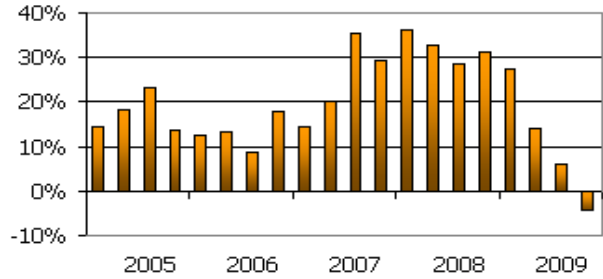
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

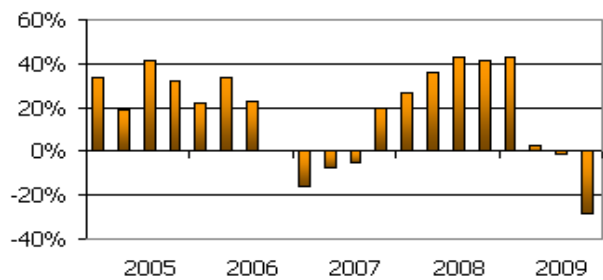


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

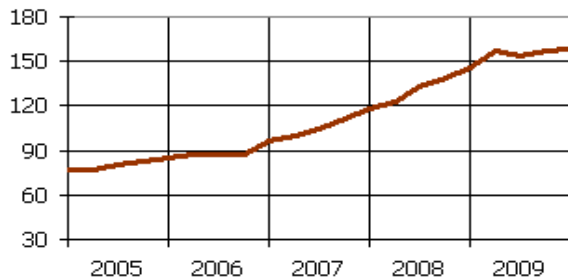


Variations trimestrielles en glissement annuel

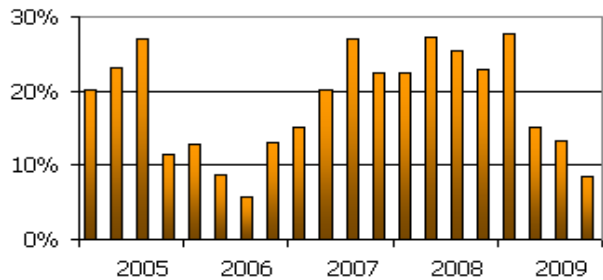


Crédits d'investissement

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

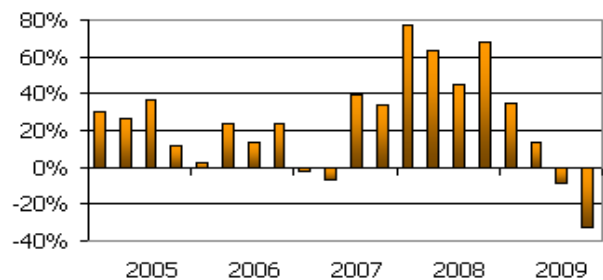


Crédits d'exploitation

en millions d'euros

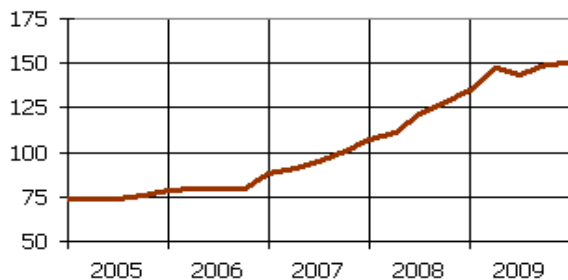


Variations trimestrielles en glissement annuel

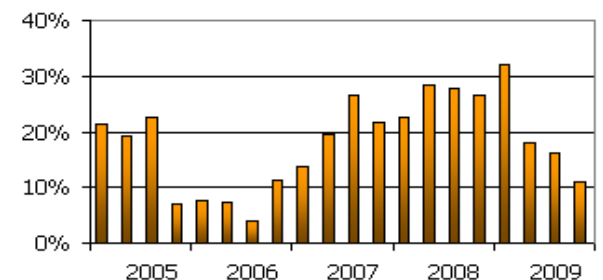


Crédits d'équipement

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

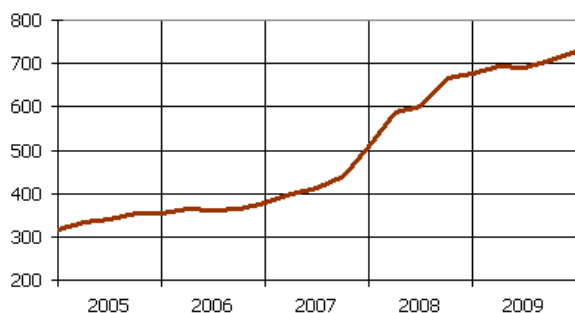


4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

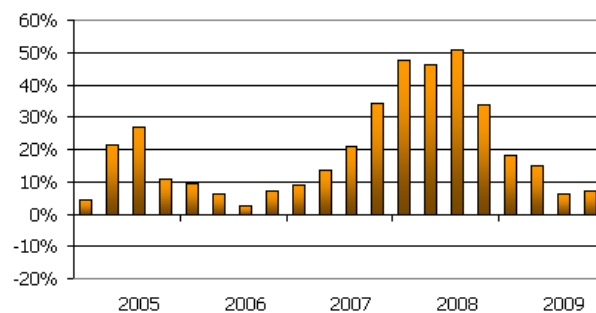
	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	31-déc.-09	1 an	1 trim.
Entreprises	129,786	142,206	161,630	227,442	279,241	279,424	269,935	273,171	269,332	-3,5%	-1,4%
Crédits d'exploitation	19,748	22,065	27,541	37,105	62,748	52,268	47,247	49,363	44,071	-29,8%	-10,7%
Créances commerciales	4,610	3,594	5,401	5,944	5,052	4,742	3,299	3,279	3,573	-29,3%	9,0%
Crédits de trésorerie	10,159	13,451	13,463	16,140	22,904	20,759	18,268	20,770	18,244	-20,3%	-12,2%
dont entrepreneurs individuels	1,200	2,084	1,898	2,866	4,077	3,883	3,585	4,158	4,405	8,0%	5,9%
Comptes ordinaires débiteurs	4,979	5,020	8,451	14,412	33,627	26,075	25,161	24,525	21,355	-36,5%	-12,9%
Affacturation	0,000	0,000	0,226	0,609	1,165	0,692	0,519	0,789	0,899	-22,8%	13,9%
Crédits d'investissement	77,889	86,878	98,440	130,506	157,321	169,077	165,287	169,106	170,184	8,2%	0,6%
Crédits à l'équipement	74,944	80,342	89,387	118,386	146,186	158,266	154,713	160,025	161,680	10,6%	1,0%
dont entrepreneurs individuels	8,794	7,533	7,082	8,024	8,547	8,299	7,309	7,056	7,450	-12,8%	5,6%
Crédit-bail	2,945	6,536	9,053	12,120	11,135	10,811	10,574	9,081	8,504	-23,6%	-6,4%
Crédits à l'habitat	28,416	29,888	32,039	56,838	56,672	55,976	55,332	52,799	52,346	-7,6%	-0,9%
Autres crédits	3,733	3,375	3,610	2,993	2,500	2,103	2,069	1,903	2,731	9,2%	43,5%
Ménages	97,440	116,307	132,581	177,892	215,223	217,183	218,151	218,652	224,750	4,4%	2,8%
Crédits à la consommation	58,147	67,005	72,848	96,892	116,707	117,847	118,174	117,734	117,584	0,8%	-0,1%
Crédits de trésorerie	54,066	60,160	64,862	87,291	107,011	108,369	108,740	108,125	108,082	1,0%	0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,028	3,481	3,248	4,445	4,387	4,169	4,125	4,453	4,418	0,7%	-0,8%
Crédit-bail	0,053	3,364	4,738	5,156	5,309	5,309	5,309	5,156	5,084	-4,2%	-1,4%
Crédits à l'habitat	39,293	49,217	59,154	81,000	98,477	99,286	99,897	100,828	107,056	8,7%	6,2%
Autres crédits	0,000	0,085	0,579	0,000	0,039	0,050	0,080	0,090	0,110	182,1%	22,2%
Collectivités locales	83,511	85,942	76,173	84,351	142,067	155,963	162,037	170,662	156,897	10,4%	-8,1%
Crédits d'exploitation	0,467	0,038	0,000	16,943	31,643	33,044	16,133	27,651	16,456	-48,0%	-40,5%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	14,230	28,843	30,243	12,843	24,647	13,316	-53,8%	-46,0%
Comptes ordinaires débiteurs	0,467	0,038	0,000	2,713	2,800	2,801	3,290	3,004	3,140	12,1%	4,5%
Crédits d'investissement	50,673	57,982	52,720	48,899	97,225	106,220	130,826	129,204	126,475	30,1%	-2,1%
Crédits à l'équipement	50,673	57,973	52,706	48,844	97,120	106,124	130,738	129,125	126,404	30,2%	-2,1%
Crédit-bail	0,000	0,009	0,014	0,055	0,105	0,096	0,088	0,079	0,071	-32,4%	-10,1%
Crédits à l'habitat	4,627	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	27,744	23,546	19,347	18,509	13,199	16,699	15,078	13,807	13,966	5,8%	1,2%
Autres agents et CCB non ventilés	7,470	8,333	7,061	17,730	41,209	42,250	41,784	43,248	76,224	85,0%	76,2%
Total encours sain	318,207	352,788	377,445	507,415	677,740	694,820	691,907	705,733	727,203	7,3%	3,0%
Créances douteuses brutes	46,082	42,626	41,802	17,281	22,756	23,191	28,684	30,062	26,542	16,6%	-11,7%
Créances douteuses nettes	21,849	14,597	28,951	10,789	15,282	15,418	20,301	20,512	15,513	1,5%	-24,4%
dont entreprises	19,204	11,421	26,439	7,112	10,092	10,156	13,645	13,499	9,356	-7,3%	-30,7%
dont ménages	1,846	2,454	2,423	3,309	4,609	4,635	6,117	6,429	5,742	24,6%	-10,7%
Provisions	24,233	28,029	12,851	6,492	7,474	7,773	8,383	9,550	11,029	47,6%	15,5%
Total encours brut	364,289	395,414	419,247	524,696	700,496	718,011	720,591	735,795	753,745	7,6%	2,4%
Taux de créances douteuses	12,6%	10,8%	10,0%	3,3%	3,2%	3,2%	4,0%	4,1%	3,5%	0,3	-0,6
Taux de provisionnement	52,6%	65,8%	30,7%	37,6%	32,8%	33,5%	29,2%	31,8%	41,6%	8,7	9,8

Encours de crédit sain total

en millions d'euros

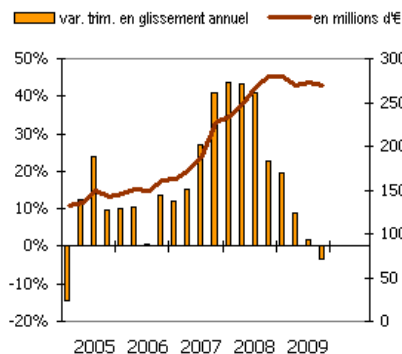


Variations trimestrielles en glissement annuel

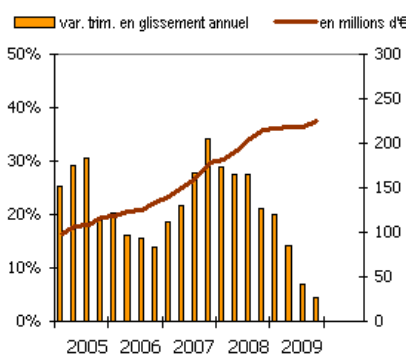


Concours consentis par l'ensemble des EC

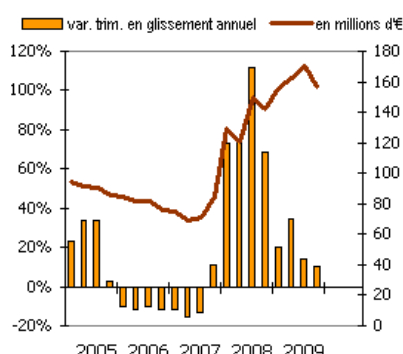
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

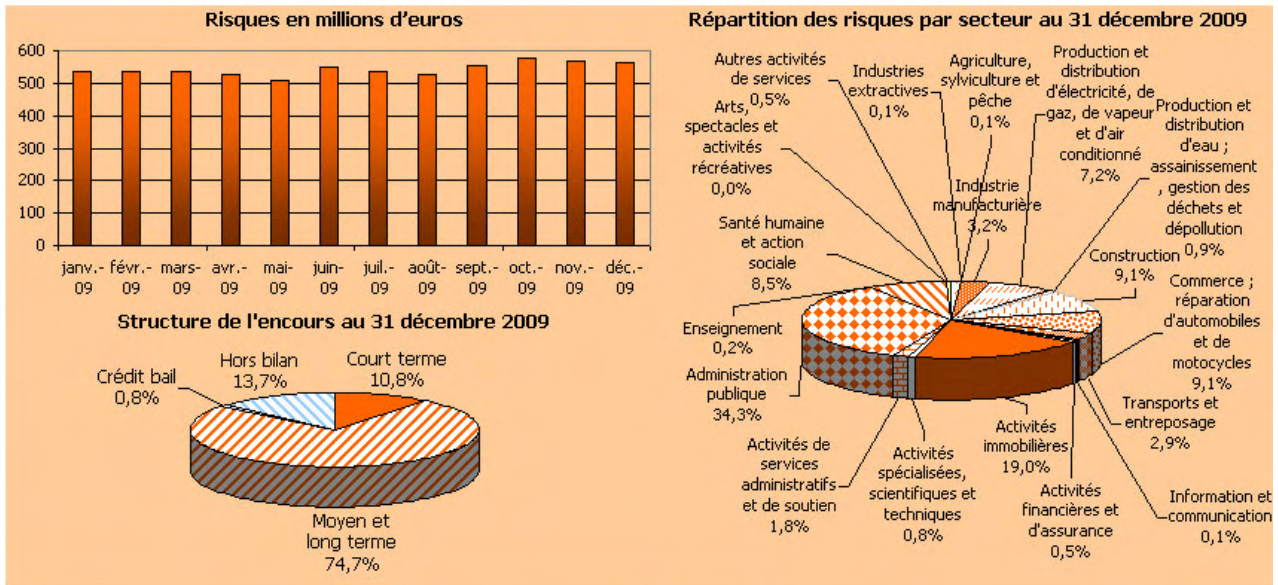


Encours de crédit aux collectivités locales

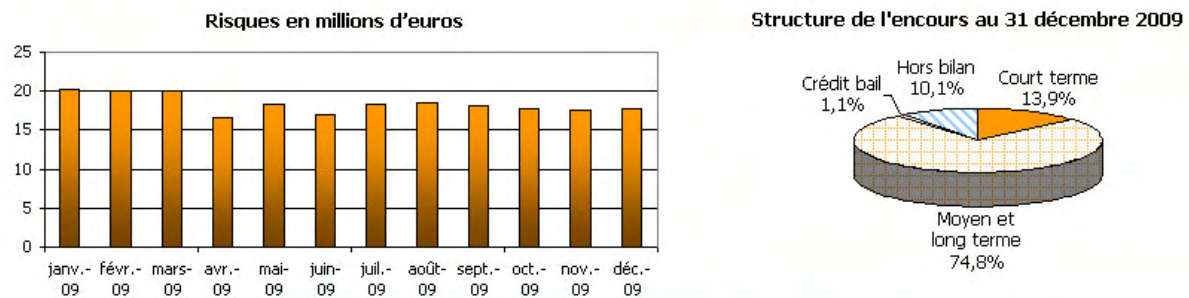


5. RISQUES SECTORIELS

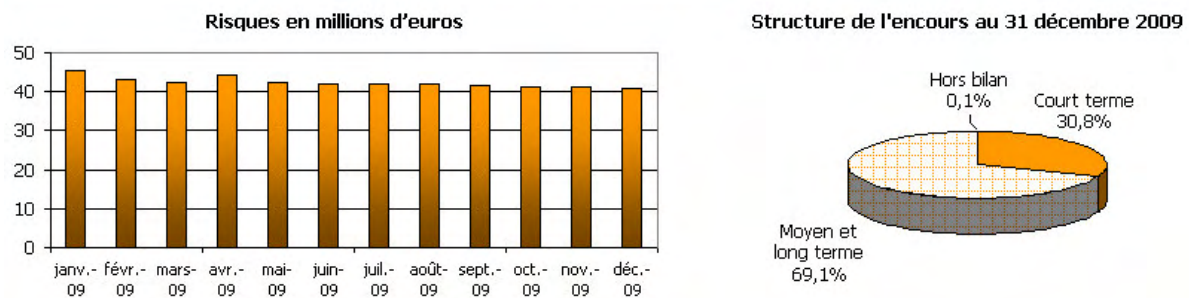
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



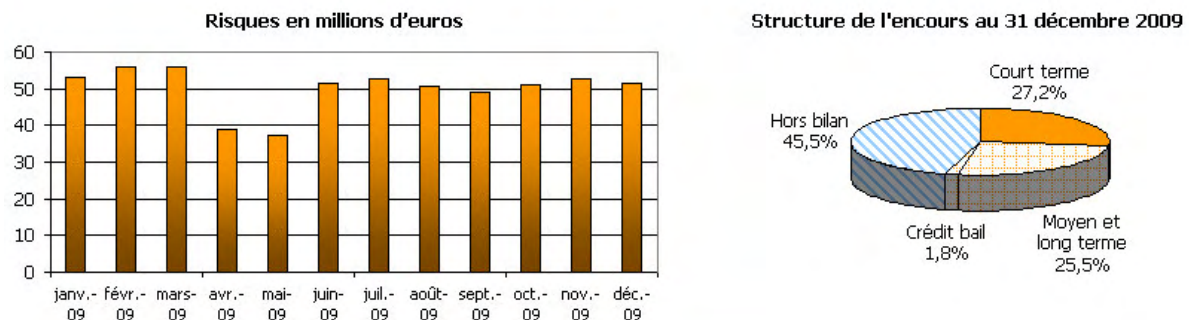
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

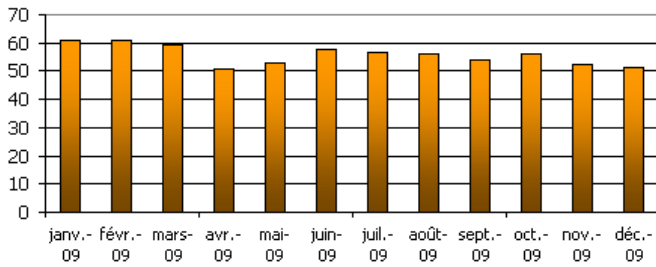


Risques bancaires sur le secteur de la construction

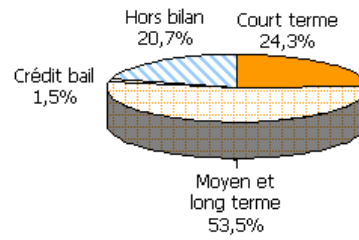


Risques bancaires sur le secteur du commerce: réparation d'automobiles et de motocycles

Risques en millions d'euros

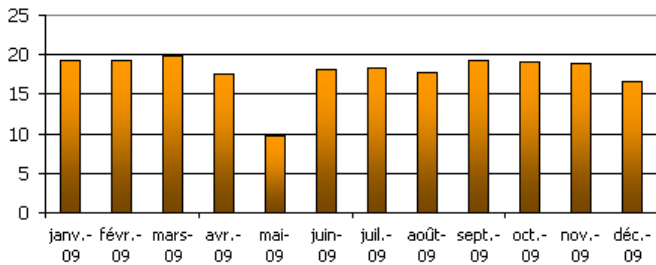


Structure de l'encours au 31 décembre 2009

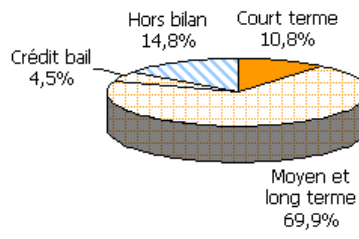


Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage

Risques en millions d'euros

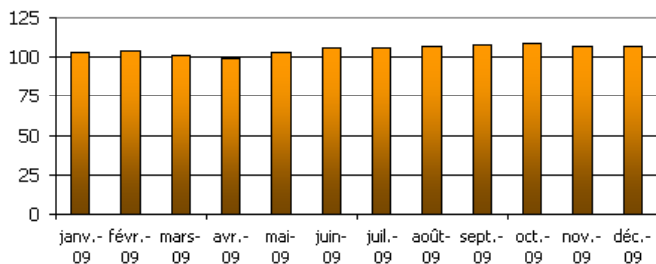


Structure de l'encours au 31 décembre 2009

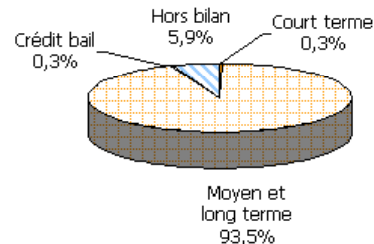


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'euros

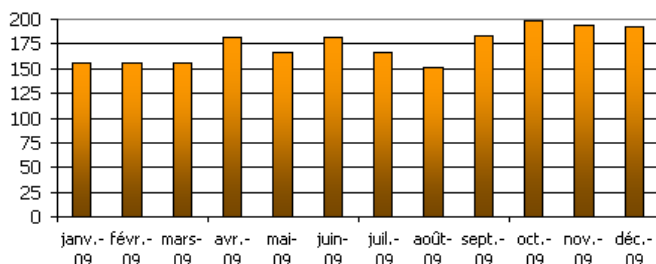


Structure de l'encours au 31 décembre 2009

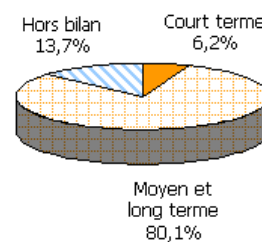


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros

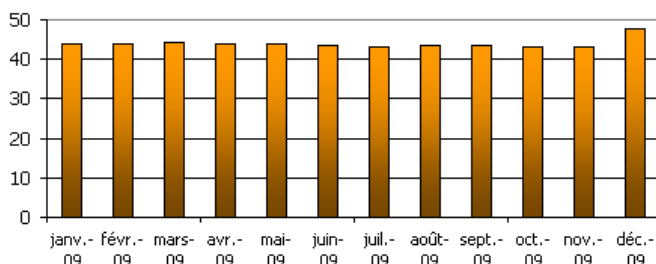


Structure de l'encours au 31 décembre 2009

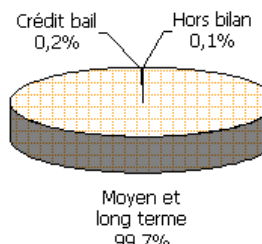


Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et de l'action sociale

Risques en millions d'euros



Structure de l'encours au 31 décembre 2009



6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

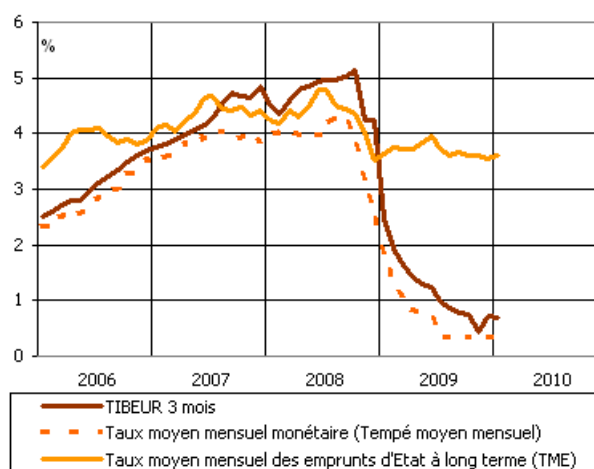
TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009)	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2010 (JO du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure application à compter							
	du 2e trimestre 2008	du 3e trimestre 2008	du 4e trimestre 2008	du 1er trimestre 2009	du 2e trimestre 2009	du 3e trimestre 2009	du 4e trimestre 2009	du 1er trimestre 2010
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers							
	- Prêts à taux fixe	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,57%
	- Prêts à taux variable	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%
	- Prêts relais	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%
	Autres prêts							
- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%	21,45%
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **							
	- Découverts en compte***	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,21%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

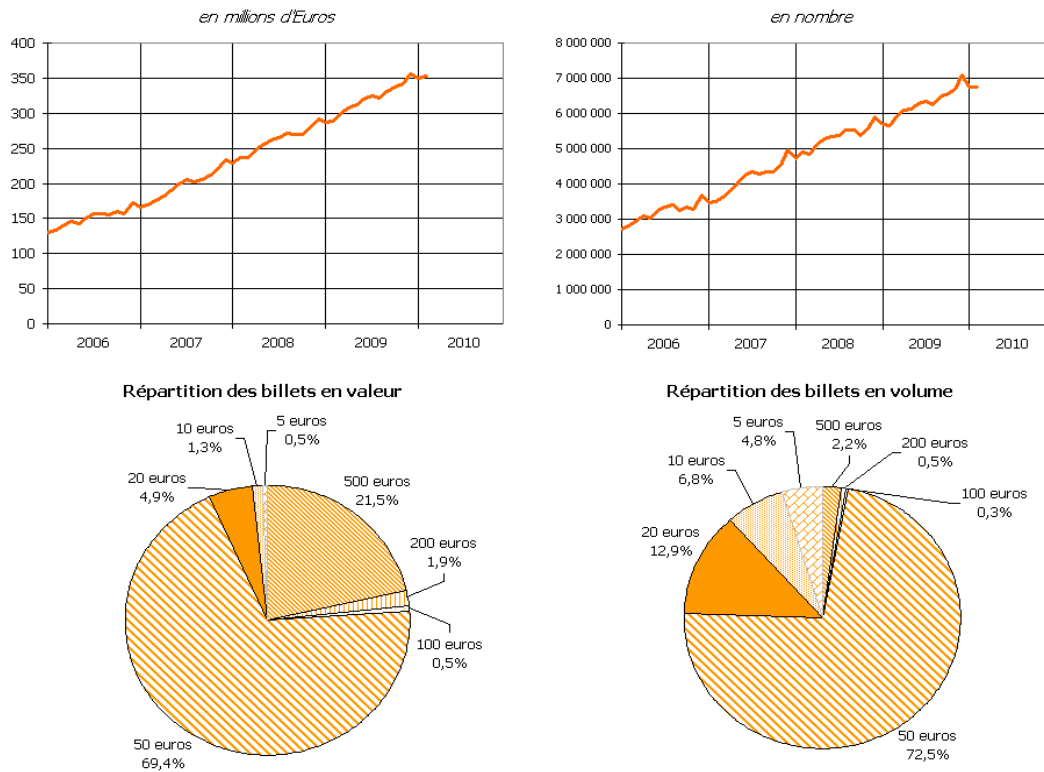
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. MONNAIE FIDUCIAIRE

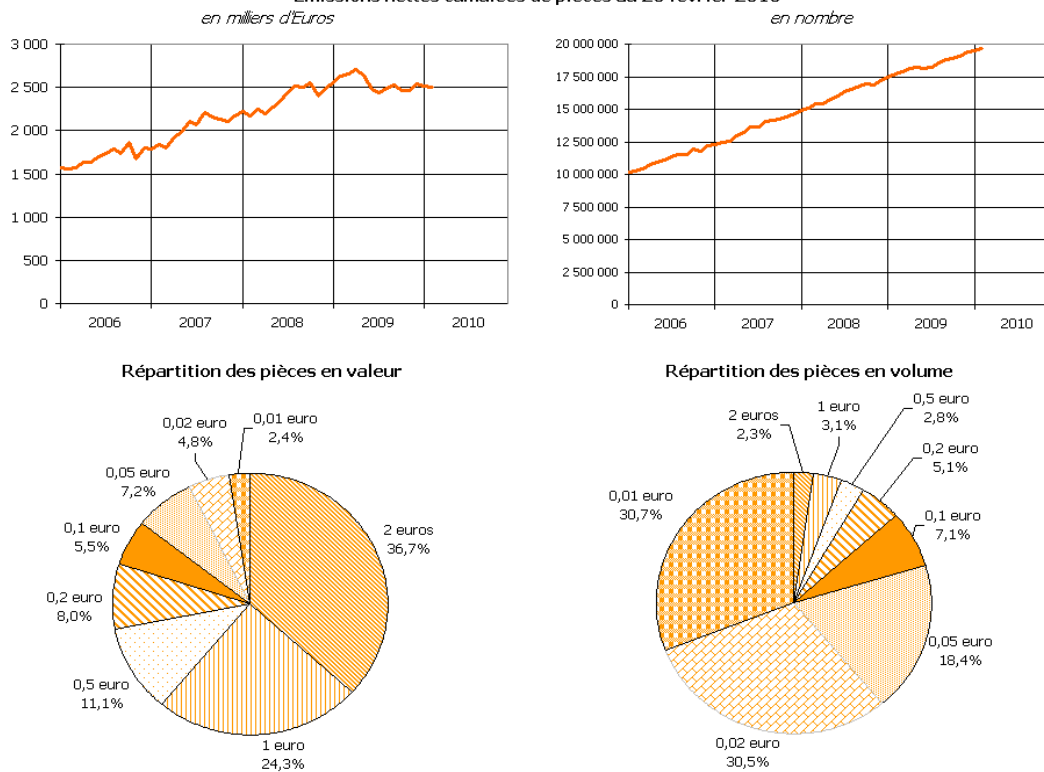
7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 28 février 2010



7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 28 février 2010



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en MARS 2010
Dépôt légal : MARS 2010 - n° ISSN : 0296-3116